

RUANDA-URUNDI
Service Pénitentiaire

Prison de Kigali Kigali Ruhengeri

9653
2^e cat 45597
RE 15915
6784 6669

Nom : MUREKEZI

Origine : Nyanatsi

Chefferie : Nyantango

Territoire : Libuye

Profession : travailleur Boy inconnu

N° du R.E. : 2653 45597 6669 6784

Formule dactyloscopique : 34333-23472 . 322 . 17 18
231 17 14

Arrêté le : 23. 6. 1954.

Condamné le : 4. 10. 54 à

20-12-54 par Trib Appel A 906 à 1 an SPP

1/4 de peine : 3. 2. 55 21. 4. 54

Deux ans et six mois SPP

Sorti le : 20-12-56 23-6-55 au 20/6/55

Transféré le : 28/6/54 à Kigali Vu à la Prison Nya 10-12-54

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Ruhengeri



10057

LE GARDIEN.

[Signature]

[Signature]

PARQUET DU PROCUREUR DU ROI
USUMBURA.

---:---

Usumbura, le 23. 3. 1955

RMPA n° 906

Monsieur le Gardien de Prison

à Kyati Ruhengeri
depuis le 24.2.55

Monsieur le Gardien de Prison,

J'ai l'honneur de vous prier de ne pas exécuter

la SPS

CPC.

requis contre

L'amende

Les frais

Les dommages et intérêts } ayant été payés le 11. 3. 1955

RULEKEZI

RE.n° 16699

L'Officier du Ministère Public P.O.

Le Secrétaire du Parquet

M. Dubert

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT
Reg. du M.P. No 5295/L.
Reg. du rôle, No 1218

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A
KIGALI

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^o Instance, résidant à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923:

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali
de recevoir et emprisonner le nommé YU KIZI, préqualifié

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
en date du 4 octobre 1954 devenu irrévocable le 14 octobre 1954
à DEUX ANS ET SIX MOIS de SP.
du chef d'abus de confiance

Kigali le 4 octobre

1954

L'Officier du Ministère Public,

LANY,

Date d'arrestation :

Cette réquisition annule et remplace celle du premier degré.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No 906

Reg. du rôle, No _____

TRIBUNAL

1^{re} Instance 4^{el}

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de

1^{re} Inst. 4^{el}

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

Khumluu

de recevoir et emprisonner le nommé

KULEKEZI

condamné par jugement du Tribunal

1^{re} Inst. 4^{el}

en date du **20 DEC 1954** 19 ,devenu irrévocable le

19 .

à

1 au

du chef d

Art 95 CP

Khumluu . le

20 DEC 1954

19 .

L'Officier du Ministère Public

Le

Khumluu

45597/usa

Date d'arrestation :

23. 6. 54

Ruanda-Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire

et la contrainte par corps.

Tribunal de 1^{ère} Inst. Appel

Conseil de guerre

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de 1^{ère} Inst. Appel

Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé

MULEKEZI

RE

16899
40597 Twa

condamné par jugement du

Tribunal de 1^{ère} Inst. Appel

Conseil de guerre de

du 20. 12. 1914, devenu irrévocable le

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de

(ou) à 77.

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de

75 f.

montant des frais du procès (ou) à

de contrainte par

corps faute de verser la somme de

montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A

Twa

, le

20. 12

19 14

L'Officier du Ministère Public,

Date expiration s.p.p

23. 6. 15

libéré conditionnellement le

Le Procureur du Roi,

P. LAMBOTTE.

Lambotte

LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DU RUANDA-URUNDI SEANT A
USUMBURA Y SIEGEANT EN MATIERE REPRESSIVE AU DEGRE D'APPEL A
RENDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 20 DECEMBRE 1900 CINQUANTE QUATRE,

EN CAUSE:
MINISTERE PUBLIC
CONTRE:

MULEKEZI, Munyaruanda, fils de Karonkano (ev) et de Nyirakabego,
-----originaire de la colline Nzaratsi, sous chef Kageruka,
chefferie Nyantango, territoire de Nyanza, résidant à
Kisenyi, sur la parcelle de son patron (Hôtel Beau-Sejour)
boy mécanicien, mututsi des abagesera, célibataire, aucune
condamnation antérieure, détenu préventivement à la prison
de Kigali.

VU par le Tribunal de Première Instance du Ruanda Urundi
séant à Usumbura y siégeant en matière repressive au degré d'appel
la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus pour
avoir:

" Avoir entre le 11 janvier et le 4 juin 1954 à Kisenyi, Résidence
" du Ruanda, détourné ou dissipé frauduleusement une somme de
" 4.800, --francs au préjudice de son patron Monsieur KAYAFAS, somme
" qui lui avait été confiée à charge d'acheter de l'huile pour le
" groupe moteur dont il était responsable- Infraction prévue et
" punie par l'art.95 du Code Pénal Livre II."

VU le jugement rendu par le Tribunal de Résidence du
Ruanda séant à Kigali le 4 Octobre 1954 dont le dispositif suit:

LE TRIBUNAL STATUANT CONTRADICTOIREMENT,

DECLARE l'infraction de détournement frauduleux telle que
libellée à la prévention établie dans le chef du prévenu MULEKEZI
et en conséquence:

LE CONDAMNE de ce chef à DEUX ANS ET SIX MOIS de servitude
pénale;

LE CONDAMNE en outre aux frais de l'instance taxés en tota-
lité à la somme de NONANTE TROIS FRANCS, réduite d'office à SEPTANTE
CINQ FRANCS); en cas de non paiement dans le délai légal; en édictant
une contrainte par corps d'une durée de 7 JOURS;

VU l'appel interjeté de ce jugement par le prévenu par
acte reçu au Greffe du Tribunal de Résidence à Kigali en date du
4 Octobre 1954;

VU la notification de cet appel au Ministère Public par
exploit de l'huissier P. DELFOSSE à Kigali en date du 4 Octobre
1954;

VU l'appel interjeté contre ce jugement par Monsieur le
Procureur du Roi du Ruanda-Urundi à Usumbura en date du 21 Octobre
1954;

VU la fixation d'audience au 20 décembre 1954 à Usumbura

VU la notification d'appel et de date d'audience notifiée
au prévenu par exploit de l'huissier PEEL Jacques à Kigali en dat
du 4 Novembre 1954;

VU l'audience du 20 décembre 1954 à laquelle le préve
comparaît en personne;

OUI Monsieur le Président du Siègle en son rapport sur la procédure et les faits de la cause;

OUI le Ministère Public en ses réquisitions conformes;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même;

VU l'instruction faite devant le Tribunal;

SUR QUOI le Tribunal après en avoir délibéré prononce sur les bancs le jugement suivant:

ATTENDU que le jugement dont appel a été prononcé le 4 Octobre 1954, que l'appel du prévenu est du 4 Octobre 1954 et celui du Ministère Public du 21 Octobre 1954; que les dits appels sont réguliers dans les délais et recevables en la forme;

ATTENDU que le prévenu a comparu en personne devant le Tribunal de céans;

ATTENDU que les faits de la cause exactement exposés et correctement qualifiés sont malgré les dénégations du prévenu établis à suffisance en fait et en droit par les moyens relevés par le 1er Juge et que le Tribunal de céans adopte;

ATTENDU cependant que le Tribunal estime après en avoir délibéré que la peine prononcée soit 2 ANS et 6 MOIS de S.P.P. est excessive et ne répond pas aux nécessités d'une juste répression; qu'il y a lieu de la réduire à 1AN de S.P.P.;

P A R C E S M O T I F S ,

LE TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE DU RUANDA URUNDI SIEGEANT AU REPRESSIF EN DEGRE D'APPEL,

STATUANT CONTRADICTOIREMENT,

VU les textes légaux relevés dans le jugement entrepris;

VU le Décret du 5 Juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi et spécialement en ses articles 61-66-67-68-78-79;

VU le Code de Procédure Pénale Congolais, rendu exécutoire au Ruanda Urundi par l'O.R.U. 11/82 du 21 Juin 1949, spécialement en ses articles 109 à 117;

OUI le Ministère Public en ses réquisitions faites à l'audience publique du 20 décembre 1954 par Monsieur le Substitut du Procureur du Roi, J. GOFFIN;

RECOIT en la forme l'appel du prévenu et du Ministère Public; les dits fondés;

EN CONSEQUENCE;

EMENANT la décision entreprise; réduit la peine à UN AN de servitude pénale principale;

QUANT AUX FRAIS,

MET les frais d'appel à charge du Gouvernement du Ruanda Urundi; taxés en totalité à la somme de QUATRE VINGT QUATRE FRANCS;

CONFIRME pour le surplus;

.../...

AINSI jugé et prononcé à Usumbura, en audience publique
du VINGT OCTOBRE MIL NEUF CENT CINQUANTE QUATRE, à laquelle
siégeaient Messieurs: Lucien BUSINE- Juge-Président f.f.,
MAES et ALLOC, Juges-Assesseurs, J. COFFIN, Ministère Public
et V. ROULARD, Greffier-Adjoint.

Le GREFFIER ADJOINT, LES JUGES ASSESSEURS, LE JUGE-PRESIDENT

V.ROULARD.-

MAES-

ALLOC

L.BUSINE.-

Page copie certifiée conforme

Le Greffier, adj.

V. ROULARD



R. P. A. No 618.

R. M. P. 5295/KIG.

/R. P. 1218.

Notification d'appel et de date d'audience

L'an mil neuf cent *cinquante quatre*, le *quatrième* jour du mois de *novembre*

A la requête de *V. ROUARD.* Greffier du Tribunal de première instance d'Usumbura.

Je soussigné *PÉEL, Jacques* Huissier assermenté demeurant à *Kigali*

Ai donné notification à *MULEKEZI, fils de Karonkano(ev) et de Nyirabakego, originaire de la colline Nzaratsi, sous chef Kageruka, chefferie Nyantango, territoire de Nyanza, résidant à Kisenyi, sur la parcelle de son patron-Hôtel Beau séjour; détenu prison de Kigali.*

faisant profession de *boy mécanisation écanicien*

étant à : *Kigali* et y parlant à : *lui-même*
de l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda-Urundi

par acte du *21 octobre 1954*

du jugement rendu le *1 octobre 1954* par le Tribunal de Résidence de *Ruanda séant à Kigali.*

en cause : Ministère Public contre *MULEKEZI* préqualifié

Et d'un même contexte, j'ai huissier soussigné, signifié à
préqualifié la date d'audience devant le Tribunal de première Instance d'Usumbura, y séant, siégeant comme juri-

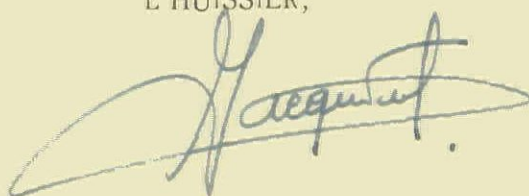
diction répressive au degré d'appel, du *20 décembre 1900 cinquante quatre* à

huit heures du matin au local ordinaire de ses audiences, à laquelle la cause sera appelée

Et pour que le notifié n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, laissé copie de mon présent exploit.

Dont acte : COUT 8 FRANCS.

L'HUISSIER,



R.M.P. 5295/L.

R.P. 1218

R.M.P.A.



Greffe du { Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
Conseil de guerre

ACTE D'APPEL

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le quatrième jour du mois d'octobre

au Greffe du { Tribunal de Résidence du Ruanda
Conseil de guerre } séant à Kigali

et par devant nous (1) Pierre DELFOSSE,

a comparu (2) MULIKEZI fils de Karonkano et de Nyirakabego.

Lequel a déclaré interjeter appel d'un jugement prononcé le 4 octobre 1954

par le { Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
Conseil de guerre } dans l'affaire en cause

du ministère public } contre MULIKEZI
de la partie civile }

Je n'ai pas volé. Le moteur n'a pas été dérangé par manque d'huile. Je ne sais quelle est la cause de sa panne.

Lecture faite, le comparant a persisté et signé avec nous.

Le comparant,
sé/ MULIKEZI

Coût : francs.

Dont acte.

Le Greffier,
sé/ P. DELFOSSE,

Le témoin
sé/ NGERUKA, E.

Pour copie certifiée conforme
LE GREFFIER
P. DELFOSSE

(1) Greffier (ou) Juge

(2) Nom du prévenu, de l'officier du ministère public ou de la partie civile qui interjette appel.

L. TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI, Y SIÉGEANT EN MATIERE REPRESSIVE, A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT :

AUDIENCE PUBLIQUE DU 4 OCTOBRE 1954

EN CAUSE :
MINISTÈRE PUBLIC
CONTRE :

MULIKAZI, munyarwanda, fils de Karonkano (ov) et de Nyirakabago, originaire de
----- line Nzaratsi, sous-chef Kageruka, chefferie Nyantango, territoire de
Kibuye, résidant à Kisenyi, sur la parcelle de son patron (Hôtel Beau-Séjour)
Séjour) boy-mécanicien, mututsi des abagesera, célibataire, aucune con-
nation antérieure, détenu préventivement depuis le 23 juin 1954;

VU, par le Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali, y siégeant
en matière répressive, la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus
pour :

Avoir, entre le 11 janvier 1954 et le 14 juin 1954, à Kisenyi, Résidence du Ruanda,
détourné ou dissipé frauduleusement une somme de 4.950 frs. au préjudice de son
patron, Monsieur Kayafas, somme qui lui avait été confiée à charge d'acheter de
l'huile pour le groupe moteur dont il était responsable; infraction prévue et
punie par l'art. 25 du C.P.L.II;

VU la comparution volontaire du prévenu qui déclare renoncer expres-
sément à son droit de réclamer la formalité de la citation;

OUI le prévenu en son interrogatoire;

OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui;

SUR QUOI le Tribunal prononce sur les bases le jugement dont les
motifs sont repris ci-après :

ATTENDU que le prévenu comparait volontairement et renonce expres-
sément au bénéfice de la citation; que partant l'action est introduite régulièrement
quant à la forme;

ATTENDU que le 23 juin 1954 le plaignant, Monsieur Kayafas, constate
que le moteur qui desservait son Hôtel Beau-Séjour à Kisenyi était gravement
défectueux à savoir bielles fondues et qu'il était hors d'usage;

ATTENDU que cette panne d'une gravité extrême résultait en fait d'un
manque d'huile et du fait que l'huile mise était de l'huile de vidange ayant
vaillié au moins son temps normal; qu'en effet ces constatations résultent d'une
expertise faite;

ATTENDU que cependant le plaignant établit de façon certaine que d'après
le 11 janvier date à laquelle le moteur fut mis en marche il remettait deux fois
par mois une somme de 450 frs. au prévenu chargé de l'entretien et de la surveillance
du groupe moteur; que d'ailleurs cette remise d'argent est constatée par les
écritures comptables du plaignant et que sur ce point le prévenu ne fait aucune
testation;

ATTENDU que le prévenu tente de vouloir expliquer cette panne par
le fait qu'il a dû le jour même où les faits furent constatés, du fait que le moteur
depuis 9 jours marchait tous les jours plus que d'habitude, ajouter de l'huile
de vidange; que cependant cette explication est insoutenable lorsqu'on constate
que le moteur n'avait plus d'huile et qu'aux dires d'expert en 9 jours ce moteur
robuste ne pouvait avoir consommé une pareille quantité d'huile;

ATTENDU qu'outre la preuve technique certaine que le prévenu n'a pas
fait régulièrement la vidange et n'a pas non plus mis bimensuellement l'huile
qu'il devait acheter, l'enquête établit nettement que le prévenu n'est allé qu'une
seule fois à la Sadec Moto de Kisenyi pour acheter de l'huile à savoir le 11
janvier 1954 et que depuis lors il ne s'y est plus rendu; qu'en effet le gérant
présente un seul paiement cash à cette date et de plus les magasiniers du magasin
confirment les dires du gérant sur ce point;

ATTENDU que partant il est établi à suffisance que le prévenu
le 25 janvier et le 14 juin 1954 a mis en poche les sommes de 450 frs.

es à l'achat d'huile; que le montant de son détournement frauduleux s'élevait donc à 11 fois 450 frs. soit à la somme de 4.950 frs.;

ATTENDU que par le fait même de ce détournement les dommages causés à son patron ne se limitent pas uniquement à cette perte d'argent mais aussi et tout d'abord a causé les graves avaries à son groupe-moteur et conséquemment a occasionné une perte de l'usage qui fut très préjudiciable pour un hotel;

ATTENDU que dès lors une peine sévère doit être donnée au prévenu pour l'abus de confiance qu'il a commis; que cependant une seule peine s'impose bien que les prélèvements frauduleux se sont réalisés à des dates différentes vu que ceux-ci partagent en fait d'une même intention unique et persistante;

PAR CES MOTIFS :

LE TRIBUNAL,

VU les articles 5,7,8,9,16,17,20 et 95 du code pénal congolais applicable au Ruanda-Urundi;

VU le décret du 11 juillet 1923 tel que modifié à ce jour formant code de procédure pénale congolais, applicable au Ruanda-Urundi;

VU le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda-Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT;

DECLARE l'infraction de détournement frauduleux telle que libellée prévention établie dans le chef du prévenu MUKAZI et en conséquence :

LE CONDAMNE de ce chef à DEUX ANS ET SIX MOIS de servitude pénale

LE CONDAMNE en outre aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de NONANTE TROIS FRANCS réduite d'office à SOIXANTE CINQ FRANCS en édictant une contrainte par corps d'une durée de SEPT JOURS; en cas de non paiement du délai légal;

ET ATTENDU qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne à soustraire par la fuite à l'exécution du présent jugement, ORDONNE SON ARRÊTATION IMMEDIATE;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 4 octobre 1954 à laquelle siégeaient Messieurs :

ANTHUR LESTRADE,
EMILE LAMY,
PIERRE DELINGESSE,

Juge suppléant,
Officier du Ministère Public,
Greffier.

LE GREFFIER
s6/ P. DELFOSSI,

LE JUGE SUPPLÉANT,
s6/ A. LESTRADE,

Pour copie certifiée conforme

LE GREFFIER
P. DELFOSSI,

Paul



ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

N.A.

PMP. 5295/L. RE 15915

L'an mil neuf cent cinquante quatre le cinquième jour du mois de juillet
Par devant Nous R. BOURGEOIS Juge suppléant de Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant
Juge de Tribunal de Police de Mulekezi, munyarwanda, a comparu le nommé Mulekezi, munyarwanda, préqualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public le Tribunal de 1^o Instance d'Usumbura, séant à Kigali
a exposé qu'une instruction du chef de Abus de confiance, art. 95

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose :

L'an mil neuf cent cinquante quatre le cinquième jour du mois de juillet
Nous R. BOURGEOIS Juge suppléant du Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
Juge de Police de

Attendu que le nommé Mulekezi,
est prévenu de Abus de confiance,
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité.

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

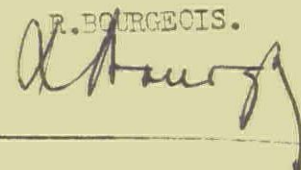
Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé Mulekezi,
soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le 195...

Le Juge, -suppléant

R. BOURGEOIS.



Taille
Cheveux
Sourcils
Yeux
Front
Nez
Bouche
Menton
Barbe
Figure
Signes particuliers :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

REF. 5255/L.

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le de

(Conseil de guerre

Première Instance d'Usumbura, séant à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

MULEKEZI, Munyarwanda, fils de Karonkano (ev) et de Nyirakabego, originaire de la colline Nzaratsi, sous-chef Kageruka, chefferie Nyan-tango, territoire de Nyanza, résidant à Kisenyi sur la parcelle de son patron (Hôtel Beau-Séjour) boy-mecanicien, mututsi des abagesera, celi-bataire, aucune condamnation

prévenu de Abus de confiance et destruction d'objet d'autrui

infraction prévue par les art. s 95, 110 et 112 C.F.L.11

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de plus de 6 mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit MULEKEZI,

soit arrêté et conduit à la maison centrale d' Kigali

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 30 juin 1954

L'Officier du Ministère Public,

E. DAMI.

Arrêté le

par

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

PROCES-VERBAL

Le 21^{er} mai, neuf cent cinquante quatre (23ème jour du mois de juin) N US, Collet Martial
Officier de Police Judiciaire à Compétence Générale en Territoire de Kisenyi;

Ainsi en vertu de l'article 6 du Code de procédure pénale;

Ensi le nommé Murekezi Karunkano
et de Nyirakabego Nzaratsi
s/chefferie Mageruka Nyantango
Territoire de Nyanze Kibuye résidant à Kisenyi C.V.
Inculpé de abus de confiance

et attendu que l'infraction commise par cet indigène est punissable de - (1) de plus de deux mois - (2) à moins six mois de servitude pénale et qu'elle flagrante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité. Nous l'avons fait conduire devant Monsieur le Substitut du Procureur du Poi à Kigali

Je vis que le présent procès verbal est sincère.

L'OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE

M Collet.

